

LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT

Introduction

De quel espace parle t-on ?

La délimitation de l'espace géographique dit « Moyen-Orient » pose aujourd'hui problème. La France estime que « l'arc de crise » moyen-oriental va de la Mauritanie à l'Afghanistan.

Ces crises sont celles qui agitent, à échelle plus large, l'ensemble du monde arabo-musulman autour du clivage entre chiïtes et sunnites, arabes et persans. Il s'agit là d'une véritable « guerre civile-religieuse » dont les victimes se comptent par milliers . A titre d'exemple, le conflit syrien, qui dure depuis sept ans, a fait cinq fois plus de victimes que tous les conflits israélo-arabes.

Pourquoi aborder cette question ?

La France se présente aujourd'hui comme une **grande puissance** au Moyen-Orient, d'autant plus que le terrain est laissé en partie vacant par les Etats-Unis, qui se concentrent sur d'autres zones de conflits.

Quelle chronologie?

La France est présente au Moyen-Orient depuis le XIX^os, avec l'émergence de la « question d'Orient » et le partage des décombres de l'empire ottoman avec la Grande-Bretagne (accords Sykes-Picot signés le 16 mai 1916).

La France occupe, après la première guerre mondiale la Syrie et le Liban sous la forme de « **mandats** » octroyés par la SDN (Société des nations). L'activité française actuelle de la France au Moyen-Orient s'inscrit dans la droite lignée de cette présence passée.

I. LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1980.

De 1955 à 1958, les rapports entre la France et le Moyen Orient sont défiants . Les dirigeants des pays moyen-orientaux reprochent notamment à la France ses liens avec Israël, et son implication dans la crise du canal de Suez (1956).

Toutefois, Charles De Gaulle, qui accède à la présidence de la République en 1958, ne souhaite pas abandonner l'idée d'une France puissante au sein du monde arabe , et se met en quête d'appuis dans la région.

Il considère que les Etats nouvellement indépendants de la région doivent devenir des « alliés » de la France. Celle-ci a un argument de taille : elle est membre permanente du Conseil de sécurité de l'ONU , et possède à ce titre un droit de veto. Sur le plan diplomatique, il s'agit d'un atout considérable qui permettra de rééquilibrer les relations entre les pays arabes et Israël (la France n'apportant pas systématiquement son soutien à Israël contrairement aux Etats-Unis).

La politique française au Moyen-Orient, jusque dans les années 1990, se réalise donc essentiellement au sein de l'ONU .

A l'échelle d'une politique arabe plus générale, les tentatives de réconciliation avec l'Algérie se soldent par un échec, mais de bons rapports sont entretenus avec le Maroc, la Tunisie, et la Libye (qui acquiert une flotte de combat vendue par les français en 1972). Il est vrai que la décolonisation a été, en Algérie, particulièrement douloureuse, ce qui laisse des traces durables dans les relations des deux pays.

Lorsque, en 1980, l'Irak envahit l'Iran, la France soutient l'Irak. **Les années 1950-1990 sont donc celles d'une politique arabe volontariste et relativement cohérente.**

II. LA RUPTURE DES ANNÉES 1990.

La première vague d'attentats des années 1985/1986 met fin à cette politique, puisque les auteurs sont irakiens. Les années 1990 marquent donc un tournant. La politique française au Moyen-Orient subit des inflexions.

L'année 1991 et l'invasion du Koweït par l'Irak, est décisive. Le monde arabe semble se fissurer de l'intérieur.

Les prix du pétrole diminuent dans un contexte de « contre-choc » pétrolier (le prix du baril tombe à 15 dollars).

La France décide alors d'abandonner sa politique d'alliances dans un monde arabe de plus en plus éclaté et morcelé.

Seuls les Etats-arabes-Unis demeurent des alliés dans la région. Cette alliance prend des formes multiples : accords militaires (présence d'une base française), coopération culturelle (implantation du Louvre et de la Sorbonne à Abu Dhabi).

La France ne peut que constater que l'union du monde arabe (mouvement panarabiste) n'a jamais fonctionné et que l'Umma (communauté des croyants) n'a pu être unifiée, faute de leadership.

III. LA FRANCE AU MOYEN-ORIENT DEPUIS LES ANNÉES 2010

La France assiste avec impuissance, depuis le Printemps arabe de 2011, à la « balkanisation » du Moyen-Orient. Elle peine à mener une politique cohérente dans la région.

A cela s'ajoute l'émergence du groupe « Daech » (Etat islamique), organisation terroriste, militaire et politique d'idéologie islamiste djihadiste, qui proclame en 2014 l'instauration d'un califat en Irak et en Syrie.

Si Daech est aujourd'hui activement combattu par une coalition internationale qui a considérablement fait reculer ses positions, la France est néanmoins dans l'incapacité de mener une politique arabe globale. Notons toutefois que les forces françaises ont pris part à cette coalition et mobilisé pour cela 24 avions Rafale, 6 avions Mirage, 2 frégates, des centaines de membres forces spéciales ainsi que le porte avion Charles de Gaulle.

En somme, la politique française au Moyen-Orient est aujourd'hui marquée du sceau de pragmatisme. Il semblerait donc qu'une vraie vision d'ensemble fasse défaut, ce qui n'était pas le cas sous les mandats de Charles de Gaulle et de ses deux successeurs.

La France a par ailleurs ré-orienté sa politique vers d'autres terrains jugés prioritaires: citons par exemple le Mali (opération Barkhane lancée le 1 aout 2014 contre le groupe terroriste djihadiste AQMI).

Conclusion

La France a semble t-il abandonné une politique volontariste dans le monde arabe.

Elle se concentre actuellement sur d'autres enjeux, qui lui semblent prioritaires : la rivalité entre l'Inde et le Pakistan, ainsi que celle entre la Chine et le Japon.

C'est donc vers l'Asie du Sud et de l'Est que semblent s'orienter les grandes politiques étrangères françaises à venir.